

Après notre collègue surveillant PSE il y a deux semaines, c'est une collègue stagiaire CPIP de Villepinte qui est victime de violences du fait de son appartenance au SPIP. Le contexte de ces violences qui se répètent semble exceptionnel au regard de l'histoire de nos services. Exceptionnel car malgré un environnement professionnel où la violence est présente, elle se manifeste là sous des formes nouvelles. Et exceptionnel par sa gravité. **Notre réaction doit donc elle aussi être exceptionnelle.**

Nous apportons un soutien total à la collègue de Villepinte ainsi qu'à toute l'équipe du 93. Nous nous associons et nous associerons à toutes les manifestations de solidarité qui vont s'organiser dans les jours qui viennent. Nous dénonçons ces agressions d'une incroyable lâcheté. Nous rappelons également notre soutien à notre collègue du Val-de-marne.

Nous refusons que ces violences deviennent une habitude. Nous refusons de faire entrer les SPIP dans un schéma qui est malheureusement le quotidien des détentions et qui est la résultante du fonctionnement des établissements et de leur état. Nous refusons d'arriver à une situation qui verrait notre travail pollué par des questions de rapport de force ou d'intimidations. Ce n'était pas notre travail, ça ne le deviendra pas. Nous ne ferons pas avec.

En revanche, pourquoi ne pas s'intéresser, justement, à ce fameux travail que nous faisons, et aux raisons pour lesquelles nous sommes obligés aujourd'hui de faire toutes ces mises en garde ? N'y aurait-il pas quelque chose à dire, quelque chose à faire ? En Île-de-France, nous connaissons les rôles qui dysfonctionnent depuis des années. Nous ne cessons de le répéter : personnel de surveillance en grande partie stagiaire et en nombre insuffisant, surpopulation, tensions permanentes. Et pour les SPIP : turn-over effréné, pré-affectation qui n'en finit plus de produire ses funestes effets, manque de moyens d'actions et sous-effectif dramatique. Et en milieu ouvert ? Pas mieux, les grilles en moins, mais beaucoup de choses en commun : peu de temps à consacrer aux suivis, un lien éducatif très complexe à construire, une relation qui a peu à peu évolué ces dernières années, et qui laisse moins la place au travail social dans toutes ses dimensions (recherche de l'autonomie du suivi, aide et accompagnement socio-éducatif, réinsertion sociale...). Avec, comme conséquence, une souffrance au travail qui traverse bon nombre de services et un encadrement manifestement bien en mal de peser sur le cours des choses.

Il est impossible de dire que ce sont ces éléments précis qui expliquent les agressions en question. **Mais nous affirmons en revanche sans hésitation qu'ils produisent et vont encore produire de la violence.** Sur la base de ce constat, l'administration se doit de proposer des solutions pour éviter au maximum que cela ne se reproduise. Nous savons que l'administration est tentée d'expédier le débat, quand ses personnels sont victimes de violences, en répondant : caméras de surveillance et sanctions exemplaires. Mais nous savons tous également que cela n'a malheureusement jamais évité une agression.

Nous demandons donc des conditions de travail qui garantissent la sécurité des personnels et des publics. Mais nous demandons surtout des décisions qui permettent de prévenir les violences, car, encore une fois, nous ne les accepterons pas. Conditions de travail, conditions de détention, soutien des équipes, implication des hiérarchies, positionnements professionnels, formations (initiale et continue), prises en charges spécifiques et innovantes pour les situations particulières, temps de travail collectif, protection institutionnelle des agents, équipes pluridisciplinaires, tout est sur la table. Voilà le message que nous voulons faire passer.